[Traduction]

Le gouvernement avait confié un mandat en trois volets à la Société canadienne des postes en 1981. Il lui avait demandé d'assainir les relations syndicales-patronales, d'améliorer le service postal et de réduire son décifit. Elle devait attacher la même importance à ces trois questions. A cause de la limpidité même de ce mandat, elle a réalisé certains progrès dans l'assainissement des relations syndicales-patronales et dans la réduction de son déficit. Mais en février 1984, le gouvernement, par l'entremise du ministre des Finances (M. Wilson), a laissé entendre fort explicitement que la priorité n'était plus à la livraison du courrier, mais à l'équilibre des comptes.

[Français]

Tout cela, monsieur le Président, sans discussion ici en Chambre, sans débat, sans égard pour l'amélioration du service, sans égard pour l'amélioration des relations entre employeurs et employés. Une seule chose importante: équilibrer les recettes et les dépenses. Nous aussi nous voulons que la Société canadienne des postes élimine son déficit. Mais rappelons-nous l'expérience des États-Unis. Leur service postal a mis 14 ans à atteindre cet objectif. Il n'y est pas parvenu du jour au lendemain.

[Traduction]

Le gouvernement à tout perdu en forçant la direction des postes à consacrer pratiquement tous ses énergies à réduire les frais d'exploitation. Le service en souffre et les Canadiens sont perdants. Il n'y a pas eu de grève postale depuis 1981. Or, en ne concentrant ses efforts que sur la réduction des dépenses postales, le gouvernement a tellement compromis les relations syndicales-patronales qu'on parle maintenant de débrayage. C'est lui qui en serait responsable parce qu'en bouleversant ainsi l'ordre des priorités de cette société, il lui est extrêmement difficile, sinon impossible, de trouver un terrain d'entente avec le syndicat.

Certains assurent que le gouvernement souhaite une grève pour pouvoir procéder à des licenciements massifs dans le personnel des postes. Cela serait certes trop cruel et trop stupide, même venant de lui. Mais nous le mettons en garde aujourd'hui. Il ferait bien de s'organiser.

[Français]

Le gouvernement devrait commencer par rétablir le mandat donné à la Société canadienne des postes en 1981, soit améliorer les relations patronales-syndicales, accroître la productivité et donner un meilleur service, et réduire son déficit. Qu'il donne à la Direction, qu'il donne aux travailleurs les outils dont ils ont besoin, et ils s'acquitteront de leur mandat.

Je ne fais pas de reproches aujourd'hui à la Direction de la Société canadienne des postes ni aux chefs syndicaux. Les membres de la Direction se voient impartir un cadre de travail. Le gouvernement leur enjoint de déployer tous leurs efforts pour réaliser des économies. Ils essaient de se conformer aux instructions. Leurs actes traduisent simplement le mandat qui leur est confié.

[Traduction]

Avant que Postes Canada ne devienne une société d'État, le gouvernement libéral avait adopté une politique aux termes de

Les subsides

laquelle un service de boîtes aux lettres communautaires était offert provisoirement aux habitants des nouveaux lotissements en attendant la livraison à domicile. Il n'était pas prévu que ce service temporaire remplace de façon permanente la livraison à domicile; j'insiste là-dessus, il n'en a jamais été question. Pourtant, en juin 1985, en réponse aux directives financières du gouvernement, la Société des postes adoptait définitivement les superboîtes. Désormais, tout Canadien s'installant dans un nouveau lotissement n'importe où au Canada ne pouvait compter sur la livraison du courrier à domicile.

D'ici la fin de 1991, il y aura près d'un million d'adresses desservies par des superboîtes. Comme il y a en moyenne deux personnes à chaque adresse, cela signifie qu'environ deux millions de Canadiens seront des citoyens de deuxième ordre. Cet état de choses est injuste et discriminatoire. Nous croyons que tout Canadien mérite un service équitable et que le gouvernement doit traiter tous les Canadiens sur un pied d'égalité, surtout en ce qui concerne le service postal, car tous les Canadiens paient 36c. pour obtenir un timbre poste et ils méritent la même livraison et le même service.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Non seulement une injustice est commise, mais mes collègues ont signalé à maintes reprises à la Chambre que les boîtes ne fonctionnent même pas. Certaines sont brisées. Dans d'autre cas, la même clef permet d'ouvrir toutes les boîtes du voisinage. Certaines étaient gelées. D'autres étaient impossible à ouvrir. En hiver, d'autres encore étaient rendues inaccessibles par la neige. N'y a-t-il personne, du côté ministériel, pour se rendre compte que l'hiver au Canada est encore rigoureux?

• (1130)

Il y a quelque temps à la Chambre, j'ai demandé au ministre responsable de nous débarasser des superboîtes et de rétablir la livraison à domicile. Tout ce que nous avons obtenu comme réponse, c'est une vaste campagne de publicité destinée à convaincre les Canadiens que l'idée d'installer les superboîtes était brillante. Or ce n'est pas le cas. Ce n'est même pas une idée quelconque. C'est une mauvaise idée et il faut se débarasser des superboîtes.

Comment les handicapés sont-ils censés se rendre à ces boîtes pour chercher leur courrier? Et les personnes qui sont confinées à la maison? Et les personnes âgées économiquement faibles qui désirent rester en contact avec leurs familles et qui n'ont peut-être pas les moyens de se payer l'interurbain? Il est tout à fait inadmissible que le gouvernement force une veuve de 80 ans à braver la neige et des températures de moins 40° pour se rendre à une superboîte gelée et tenter d'en retirer son courrier, en supposant évidemment que son courrier y ait été livré. Son chèque de pension n'y a peut-être même pas encore été déposé. Elle devra affronter les mêmes conditions, et parfois des risques réels, pour rentrer chez-elle les mains vides. Les Canadiens ne sont pas prêts à tolérer pareil état de choses; nous en tenons rigueur au gouvernement et nous le prions d'en prendre bonne note.